

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 20 (1994)

Heft: 1

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Recensions critiques = Book reviews

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BUCHBESPRECHUNGEN / RECENSIONS CRITIQUES BOOK REVIEWS

Die Auswahl der Bücher zur Rezension behalten sich die Redaktion und die beiden für diese Rubrik Verantwortlichen vor. Unverlangt eingesandte Buchbesprechungen werden nicht veröffentlicht.

Le choix des livres qui font l'objet d'une recension critique est effectué par la rédaction et par les deux responsables de cette rubrique. Les recensions non sollicitées ne sont pas publiées.

Books to be reviewed are selected by the Editor and the two Book Review Editors. Unsolicited reviews are not published.

Alain Coulon, *Ethnométhodologie et éducation*, PUF, Collection l'éducateur, Paris, 1993, 238 p.

Ca y est : la France a découvert l'ethnométhodologie*. On a assisté ces dernières années à une floraison de traductions des auteurs-pharos de cette école, qui attendaient cette aubaine depuis plus de vingt ans. Tous les éditeurs de sciences sociales s'y sont mis : Méridiens Klincksieck propose *Le chercheur et le quotidien* d'Alfred Schutz; L'Harmattan publie *La trame de la négociation* d'Anselm Strauss; le même auteur voit son *Miroirs et masques – une introduction à l'interactionnisme* traduit chez Métailié, qui en profite pour ressortir *Outsiders* de Becker, qui était resté quasi-confidentiel à sa première parution en 1985; Minuit publie John Gumperz (*Engager la conversation; introduction à la sociolinguistique interactionnelle*); Le Seuil prend le train en marche en publiant des inédits de Goffman (*Des moments et leurs hommes*, textes réunis par Yves Winkin); et cette liste est probablement loin d'être close, puisque Garfinkel, Cicourel et Blumer attendent encore d'être traduits.

* A l'instar de l'auteur dans le choix de son titre, je ne répéterai pas à chaque fois «l'ethnométhodologie et l'interactionnisme»; pour cette recension, je tiendrai pour acquis dans mes propos personnels que l'interactionnisme est englobé dans le courant ethnométhodologique.

Partie prenante du mouvement, Alain Coulon s'était distingué en publiant en 1987 un *Que Sais-Je* remarqué sur l'ethnométhodologie (n° 2393); ce petit ouvrage – qui reste par ailleurs tout-à-fait recommandable – constituait à l'époque une excellente introduction à un sujet encore très peu à la mode dans les milieux universitaires français.

(Permettons-nous ici une petite parenthèse : c'est à dessein que nous utilisons le terme «français» plutôt que «francophone». Les sociologues belges, québécois et suisses romands, probablement plus habitués à lire couramment les auteurs anglo-saxons dans le texte, ont suivi les développements de l'interactionnisme symbolique, de l'ethnométhodologie et du constructivisme dès les années 70. Pour ne prendre qu'un exemple, la *Revue suisse de sociologie* publiait dès ses premiers numéros des contributions faisant référence à ces courants (voir notamment Montandon (1976), Malherbe (1977), Hadorn (1977), ainsi que les travaux du GRES (Groupe romand de sociologie), aujourd'hui dissout).

Mais venons-en enfin à l'ouvrage d'Alain Coulon, *Ethnométhodologie et éducation*. Et laissons l'auteur présenter lui-même son ouvrage :

«Cet ouvrage poursuit plusieurs buts. Il s'agit tout d'abord de montrer en quoi les approches sociologiques connues sous le nom de l'ethnométhodologie et de l'interactionnisme sont susceptibles de bouleverser la recherche française sur les phénomènes éducatifs, tant par les méthodes de recherche

qu'elles utilisent que par l'arrière-plan théorique qu'elles comportent.

C'est pourquoi on présentera en premier lieu les différentes conceptions interactionnistes et ethnométhodologiques... J'indiquerai à quel renversement paradigmatique on assiste dans le champ de la sociologie lorsque l'on adopte une approche ethnométhodologique.»

Le fait est que les deux premiers chapitres du livre, intitulés «Le renversement ethnométhodologique» et «Une approche micro-sociale des phénomènes sociaux», offrent au lecteur une bonne synthèse des principes théoriques et méthodologiques du courant ethnométhodologique; leur lecture constitue un complément très appréciable du *Que Sais-Je* déjà cité.

Voyons la suite :

«J'exposerai ensuite les principales orientations de la sociologie interactionniste et de la sociologie ethnométhodologique dans le domaine de l'éducation, en montrant comment ces considérations théoriques ont pu être mises en oeuvre concrètement dans des recherches de terrain, essentiellement aux Etats-Unis et en Angleterre.»

Deux chapitres s'offrent alors au lecteur. Le chapitre 3, «Les perspectives interactionnistes en éducation», expose en quelques mots les grandes lignes de l'interactionnisme symbolique; il présente ensuite «la première recherche interactionniste en éducation», datant de 1932 et due au sociologue américain Willard. Coulon passe ensuite rapidement sur les notions de perspective et de culture étudiante, tirées de la toute première étude de Becker, Greer, Hughes et Strauss en 1961; puis il présente l'école interactionniste ainsi que la «Nouvelle sociologie de l'éducation» anglaise des années 70, dont Woods, Heargraves et Young sont les représentants les plus connus. Le chapitre se conclut par un rappel de la théorie de l'étiquetage de Becker et la mention de ses applications à l'école, notamment avec la fameuse étude de Rosenthal et Jacobson *Pygmalion à l'école*.

Le chapitre 4, lui, est intitulé «Les travaux d'inspiration ethnométhodologique

en éducation». Il expose les grandes lignes de l'ethnographie scolaire et de ses choix méthodologiques; il présente ensuite différents thèmes de recherche traités par les ethnométhodologues : les cadres de l'orientation et la sélection des élèves (sur la base des travaux des américains Cicourel et Kitsuse dans les années 70), l'ethnographie de la classe (sur la base des travaux de l'américain Mehan), la sélection scolaire, ainsi que la socialisation de l'enfant et les pratiques scolaires, où l'auteur cite essentiellement des auteurs américains des années 70 et 80.

Ce quatrième chapitre se termine par une présentation d'une recherche conduite entre 84 et 89 par Alain Coulon, qui a fait l'objet de sa thèse : *Le métier d'étudiant*. L'auteur, utilisant la notion d'affiliation, y examine comment on apprend à devenir étudiant et surtout à le rester – c'est à dire à ne pas échouer. Pour résumer très rapidement les propos d'Alain Coulon, le futur étudiant doit apprendre à maîtriser des règles et des codes propres au monde universitaire et les incorporer comme pratiques s'il entend survivre et réussir à l'Université.

Disons-le d'emblée : ces deux chapitres suscitent une réaction plutôt mitigée. Pour solidement documentés qu'ils soient, ils laissent cependant apparaître certaines failles. La première tient au genre même de la revue bibliographique et à ses limites, ce dont on ne saurait tenir rigueur à l'auteur. Plus grave à nos yeux est le sentiment que pourrait retirer un lecteur non averti qu'en dehors de la thèse d'Alain Coulon et de quelques articles cités en note, la sociologie de l'éducation francophone est restée totalement étrangère à la problématique ethnométhodologique.

Or il faut tout de même rappeler que dès le début des années 80, la *Revue française de pédagogie* a fait une large place aux recherches présentées dans *Ethnométhodologie et éducation*; que Jean-Claude Forquin a publié en 1989 *Ecole et culture – le point de vue des sociologues britanniques*; que depuis des années, des sociologues français tels que Viviane Isambert-Jamati,

Eric Plaisance, Régine Sirota, Agnès Henriot, Jean-Luc Derouet, pour n'en citer que quelques-uns, travaillent dans l'optique d'une micro-sociologie de l'école et d'une étude approfondie des pratiques scolaires; qu'en Suisse romande, Philippe Perrenoud, qui a publié en 1984 un ouvrage sur *La fabrication de l'excellence scolaire*, travaille lui aussi depuis fort longtemps dans cette optique; et enfin, pour finir et pour la bonne forme, que Chamboredon et Prévôt ont publié *Le métier d'enfant* en 1973 déjà...

Si Alain Coulon ignore ces travaux dans sa présentation, il n'a en revanche pas pu éviter l'incontournable Bourdieu. Le chapitre 5 expose donc la théorie de la reproduction et de l'habitus, qu'Alain Coulon met par juxtaposition en rapport avec la notion de membre (selon Garfinkel) et d'affiliation (qui lui est propre): «Si la théorie de l'habitus exige du sociologue un travail d'archéologie du sens de la pratique, la notion d'affiliation, qui autorise le sociologue à avoir un regard contemporain de l'action en train de s'accomplir, montre comment l'acteur engagé dans la pratique est un praticien du sens, comment il doit interpréter constamment son nouvel environnement et lui donner sens afin de pouvoir y survivre».

Même si Alain Coulon n'a pas développé son analyse dans ce sens, la référence à Bourdieu dans un livre sur l'ethnométhodologie n'est pas aussi incongrue qu'il n'y paraît au premier abord. En premier lieu, parce que le dernier ouvrage de Bourdieu, *La misère du monde*, est précisément une gigantesque fresque montrant différentes catégories d'acteurs sociaux en train d'essayer de donner un sens au monde fragmenté, chaotique, décomposé et souvent insensé auquel ils sont confrontés. Mais aussi, et il est regrettable qu'Alain Coulon n'en dise mot, parce que Bourdieu a accompli un travail de pionnier remarquable pour faire connaître en France Erving Goffman, le représentant le plus important de l'interactionnisme symbolique. La revue *Actes de la recherche en sciences sociales*

a traduit et publié en 1977 des extraits de *Gender Advertisement*; mais surtout, c'est à Bourdieu en tant que directeur de la collection «Le sens commun» que l'on doit la publication aux Editions de Minuit de la presque totalité de l'oeuvre de Goffman, à commencer par *Asiles* en 1968 déjà, suivi de *La mise en scène de la vie quotidienne* en 1973, des *Rites d'interaction* et de *Stigmatisé* en 1974, pour finir par l'imposant *Les cadres de l'expérience* en 1991. Difficile de prétendre, comme Coulon le fait en introduction de son livre, que la sociologie française ignorait tout de l'ethnométhodologie et de l'interactionnisme! Plus pragmatiquement, on émettra l'hypothèse que tout entière accaparée par la querelle des structuralistes et des positivistes dans les années 70, elle n'était idéologiquement pas prête à recevoir ces théories...

L'ouvrage d'Alain Coulon se termine sur un sixième chapitre aussi hybride que les trois précédents. Intitulé «Suivre une règle», il expose la notion de règle telle qu'elle a été développée notamment par Harold Garfinkel, Don Zimmermann et Ludwig Wittgenstein, et présente à titre d'illustrations une série d'exemples tirés des observations personnelles de l'auteur. Le livre se termine ainsi, relativement abruptement et sans conclusion particulière.

Une certaine perplexité s'impose donc au moment d'émettre un jugement global sur ce livre. Certes, il est intéressant et sérieusement fait; mais il présente le défaut d'osciller entre une vaste recension d'auteurs anglo-saxons – recension que le lecteur averti aura déjà pu lire ailleurs et avant la parution de ce livre – et la présentation de fragments de travaux de l'auteur disséminés ici et là: on aurait préféré un exposé plus fourni de ses observations et de ses recherches personnelles.

A tout prendre, et dans le même genre de livre hybride, j'avoue préférer le dernier ouvrage de Georges Lapassade, *L'ethnosociologie* (1991), qui malgré ses imperfections, a le mérite de présenter dans sa dernière partie quelques exemples concrets

de la démarche de recherche exposée. Le ton y est autrement plus vivant, et partant, plus convaincant. Mais ce n'est là, bien sûr, qu'une opinion toute subjective... Nous attendons donc avec impatience qu'Alain Coulon nous livre le résultat de ses observations ethnométhodologiques, qui sont à n'en point douter passionnantes; et nous espérons qu'il saura se libérer du carcan des références qu'il peut maintenant, en toute bonne conscience, laisser derrière lui.

Dominique Felder
Service de la recherche sociologique
et Ressources, Genève

Axel Honneth, *Kampf um Anerkennung. Zur moralischen Grammatik sozialer Konflikte*. Frankfurt a. Main: Suhrkamp, 1992, 301 S., geb. DM 48.—.

Mit diesem hier zu besprechenden Buch stellt sich ein Vertreter der „dritten Generation“ der Kritischen Theorie vor. Wie Jürgen Habermas 1967 in seinem Aufsatz „Arbeit und Interaktion“ für die „zweite Generation“, so versucht nun Axel Honneth sich an der anspruchsvollen Aufgabe, eine normativ gehaltvolle Gesellschaftstheorie zu entwerfen, die im Anschluß an frühe konzeptionelle Ansätze Hegels Individualgeschichte und Gesellschaftsgeschichte teleologisch deuten und ihren strukturellen Zusammenhang explizieren will. Er unternimmt mit dieser, auf seine Habilitationsschrift in Frankfurt zurückgehenden, Arbeit einen programmatischen Anlauf, um „aus dem Hegelschen Denkmodell eines ‚Kampfes um Anerkennung‘ die Grundlagen einer normativ gehaltvollen Gesellschaftstheorie zu entwickeln.“ (S. 7)

Dieses Unternehmen geht er in drei systematischen Schritten an: Zuerst rekonstruiert er aus den Jenenser Schriften Hegels den systematischen Gehalt einer Theorie des interpersonalen „Kampfes um Anerkennung“. Daran anschließend versucht er die dabei sichtbar werdenden konzeptionellen

Lücken dieses Theorieansatzes, das Fehlen einer expliziten Theorie der Genese von Intersubjektivität und Ich-Identität, mit den Mitteln der Sozialpsychologie Meads zu schließen und ergänzt diese Überlegungen mit Skizzen zu konkreten Prozessen der Anerkennung und Mißachtung, um die empirische Plausibilität des Modells zu demonstrieren. Mit einem Durchgang durch die Theorien von Marx, Sorel und Sartre untersucht er historische Vorläufer einer gesellschaftstheoretisch gewendeten Theorie des Kampfes um Anerkennung, um zu zeigen, daß diese Denker Grundmotive einer Theorie der Anerkennung verwendeten, jedoch alle an der unklaren analytischen Verwendung des Anerkennungskonzepts scheiterten. Abschließend werden die Überlegungen in einer formalen Konzeption der Sittlichkeit gebündelt, um den normativen Standort der Theorie zu explizieren.

Die Arbeit selber muß sich messen lassen an ihrem eigenem Urteil über die Philosophiegeschichte seit dem Ausgang des Idealismus: seitdem steht jeder Versuch zur Wiederbelebung der Hegelschen Philosophie „in der Pflicht, den Kontakt mit den Erfahrungswissenschaften aufnehmen zu müssen, um von Beginn an vor der Gefahr des Rückfalls in die Metaphysik abgesichert zu sein.“ (S. 108/109) Die Leitfrage dieser Rezension ist daher: Gelingt dem Entwurf einer normativen Gesellschaftstheorie Axel Honneths der Anschluß an die Erfahrungswissenschaften?

Bedingt durch den Ausgang von der Sozialphilosophie Hegels sind hier Bedenken angebracht, die an zwei miteinander verschränkten Punkten seiner Argumentation verdeutlicht werden sollen: Erstens unterstellt Axel Honneth allen sozialen Beziehungen eine implizite Moralität, und verbindet damit zweitens die Konzepte Moral und Kampf eng miteinander. Beide Entscheidungen sind problematisch. Die erste, weil ihre empirische Geltung fragwürdig ist, die zweite, weil sie Erkenntnisgewinne einer analytischen Trennung von Moral und Kampf vergibt.

Was die Philosophie Hegels aus der Zeit vor der „Phänomenologie des Geistes“, seinem endgültigen konzeptionellen Wechsel von einer intersubjektivitätstheoretisch fundierten Philosophie der Gesellschaft zur Bewußtseinsphilosophie, für Axel Honneth so faszinierend und geeignet für seinen Rekonstruktionsversuch erscheinen läßt, das ist der Versuch Hegels, das Modell eines nicht-moralischen Kampfes um Selbsterhaltung bei Hobbes mit moralischen Prämissen aufzuladen. Denn Hegel geht von der Intuition aus, daß eine „versöhnte Gesellschaft angemessen nur als sittlich integrierte Gemeinschaft“ (S. 23) begriffen werden kann. Daraus ergibt sich, daß die „Existenz von intersubjektiven Verpflichtungen bereits als eine quasinatürliche Bedingung jedes Prozesses der menschlichen Vergesellschaftung“ (S. 27) vorausgesetzt werden muß. Diese Voraussetzung jedoch muß Hegel in den Begriff der Anerkennung „hineinprojizieren“ (S. 30), bzw. den Begriff der „sittlichen Lebensform“ mit einem „moralischen Potential aufladen“ (S. 31) – um nicht zu sagen: identifizieren.

Dieses Vorgehen erinnert an die konzeptionelle Schwierigkeit Durkheims bei der Unterscheidung zwischen sozialen und moralischen Tatsachen. Auch Durkheim unterlegt den sozialen Verhältnissen und Beziehungen moralische Implikationen, ohne jedoch diese Unterstellung empirisch einholen zu können. Daher bleibt Durkheims Erklärung der Moralität alles Sozialen zirkulär (vgl. Friedrich Jonas, *Geschichte der Soziologie*, Bd.2, S. 33) – und ebenso ergeht es Hegel, und im Anschluß an ihn nun auch Honneth.

Und dies, obwohl Honneth der Gefahr gewärtig ist und versucht, den Kontakt mit den Erfahrungswissenschaften herzustellen. Denn den von Hegel konzipierten entwicklungslogisch aufeinanderfolgenden Formen von Anerkennungsverhältnissen, Liebe, Recht und Solidarität, die jeweils höhere Stufen der intersubjektiven Anerkennung von Individualität, Identität und Integrität bezeichnen, korrespondieren die mit erhel-

lenden Beispielen explizierten Formen der Mißachtung: Vergewaltigung, Entrechtung und Entwürdigung. An diesen Beispielen demonstriert Honneth, was der Kampf um Anerkennung ist: er ist das Ringen um die wechselseitige Anerkennung von Rechten und intersubjektiv verbindlichen Verpflichtungen in den sozialen Beziehungen. Die Verletzung von anerkannten Rechten führt dabei zu Gegenbewegungen, die zur Anerkennung und Bewußtmachung des verletzten „Gutes“ in der Person des Angreifers führen, und damit zur Wiederherstellung der Integrität der angegriffenen Person in den den Anerkennungsformen zugeordneten Dimensionen der Wertschätzung: Selbstvertrauen, Selbstachtung und Selbstschätzung.

Das von Honneth entwickelte Konfliktmodell fungiert nun aber auch als Interpretationsfolie der Gesellschaftsgeschichte: „Allein der Rückbezug auf eine allgemeine Logik der Erweiterung von Anerkennungsbeziehungen erlaubt eine systematische Einordnung dessen, was sonst ein unbegriffenes Ereignis bliebe; die historischen, jeweils einzigartigen Kämpfe und Konflikte enthüllen ihre Stellung in der gesellschaftlichen Entwicklung nämlich erst, wenn die Funktion erfaßbar wird, die sie für die Durchsetzung eines moralischen Fortschritts in der Dimension der Anerkennung spielen.“ (S. 270) Es scheint, daß Honneth damit das Band zwischen Moral und Kampf zu früh und zu eng knüpft und damit den Erkenntnisgewinn in den von ihm kritisierten Klassikern der Soziologie, namentlich Georg Simmel und Max Weber (S. 257), verspielt, der in der analytischen Trennung von Kampf und Moralität liegt – die Fähigkeit zur Analyse des Zusammenhangs von Ideen und Interessen – und erst dann kann es sich erweisen, ob und in welcher Form es einen Zusammenhang von Moral, Ideen und Interessen gibt. Es ist möglich, daß es keinen Zusammenhang gibt – das Konfliktmodell Honneths jedoch unterstellt a priori die Existenz einer solchen Verbindung.

Was aber gewinnt die erfahrungswissenschaftlich orientierte Soziologie mit diesem Versuch Honneths? Mit dem Versuch, eine normative Gesellschaftstheorie mit Erklärungskraft für die Individualgeschichte und die Gesellschaftsentwicklung, die Honneth in enger Anlehnung an Marshall als Fortschritt in der schrittweisen Entwicklung von liberalen Freiheitsrechten, politischen Teilnahmerechte und sozialen Teilhaberechte beschreibt, gewinnt die Soziologie nach Adorno, Horkheimer und Marcuse für die erste Generation der Kritischen Theorie, nach Habermas und dem linguistic turn als zweiter „Generation“ nun eine „dritte Generation“. Es wäre dem Versuch von Honneth zu wünschen, daß er die empirischen Skizzen vertiefen und weiterentwickeln kann. Dann könnte dieses Buch ein weiterer wichtiger Schritt in der Entwicklung einer empirisch kontrollierten normativen Gesellschaftstheorie sein – wenn das Programm in empirische Forschungsfragen übersetzt wird.

Matthias Junge
TU Chemnitz-Zwickau

Irène Théry, *Le démariage. Justice et vie privée*. Editions Odile Jacob, Paris, 1993, 396 p.

Analyse lucide et critique de l'évolution des rapports entre «le public et le privé» dans le domaine du divorce au cours des quelque vingt dernières années en France, cet ouvrage ne saurait laisser indifférent. N'hésitant pas à prendre des positions courageuses qui vont bien souvent à contre-courant, très caustique à l'égard des hommes politiques démagogiques, des médias, des «psy»..., Irène Théry y invite à une réflexion sérieuse et urgente sur les effets pervers d'un trop grand retrait de la justice face au divorce.

Très schématiquement, son livre peut se ramener à l'exposé de deux grands paradoxes. D'une part, le législateur et la justice

français, tout en prenant acte de la banalisation du divorce, en sont arrivés à proclamer l'indissolubilité du couple parental. D'autre part, en voulant octroyer un maximum d'auto-détermination aux divorçants, on a abouti à l'instauration d'un véritable pouvoir tutélaire de l'Etat, d'autant plus pernicieux qu'il n'est pas immédiatement visible.

L'engrenage des «bonnes intentions» – «le piège le plus difficile à éviter» lorsqu'on voit le droit comme «idéal du bon quand tout va bien» alors qu'il devrait être pensé comme garanties données aux plus faibles d'être traités de façon équitable – est démonté avec beaucoup de rigueur. Irène Théry s'appuie, pour cela, sur une importante documentation : projets et textes de lois, débats parlementaires, littérature existant dans le domaine, bien sûr, mais aussi sur trois recherches qu'elle a conduites en 1981 (235 dossiers de demandes de modification de gardes), 1985 (quelque 700 dossiers concernant des affaires de divorce et d'après-divorce très difficiles, où le juge a dû ordonner une enquête sociale, un examen psychologique ou psychiatrique) et en 1990 (réponses de 366 experts et enquêteurs sociaux à un questionnaire postal).

Parce que cette lente mais sûre évolution vers un arbitraire croissant et une justice plus normative s'ancre dans des options que chaque juge, chaque législateur, peut être conduit à prendre, ce processus français se révèle d'un grand intérêt pour tous ceux qui ont, comme c'est aujourd'hui le cas en Suisse, à repenser le droit civil. Cette analyse intéressera aussi tous les praticiens de la justice, les sociologues du droit et de la famille et, beaucoup plus largement, tout «honnête homme» soucieux du devenir de nos sociétés démocratiques.

A l'instar de ce qui s'est passé partout où une réforme du droit du divorce a eu lieu, celle de 1975, en France, fait de l'intérêt de l'enfant l'*unique* critère d'attribution de l'autorité parentale, à l'un *ou* l'autre parent. Alors que les femmes s'insèrent de plus en plus sur le marché du travail et que les

«nouveaux pères» revendiquent leurs droits à conserver leurs liens avec leur enfant, cette règle s'avère très problématique. On ne peut en effet plus continuer à attribuer quasi automatiquement les enfants à la mère. Il faut trancher entre les deux parents au nom d'une argumentation. Or la loi ne fixe aucun principe en la matière. La tâche des juges aux affaires matrimoniales est encore compliquée par la montée des divorces. La multiplication de ceux-ci les contraint à une «justice d'abattage», en lieu et place de la justice de cabinet, favorisant les accords négociés, qu'ils sont censés faire. Pendant une dizaine d'années – jusqu'à ce que la Cour de cassation entérine l'autorité parentale conjointe accordée par des juges à partir de 1978 – l'indécision et la confusion règnent. Dans la pratique, toutefois, des normes se font jour : l'importance de la stabilité pour l'enfant et l'évacuation de tout conflit entre les père et mère qui conduit au modèle du «bon divorce», soit celui où le couple parental est maintenu en dépit de la rupture conjugale. Dans ce contexte, le divorce par consentement mutuel devient l'idéal. Les avocats en sont de plus en plus les artisans, imposant souvent leurs conceptions à des divorçants prêts à de nombreuses concessions pour garder leurs enfants ou leur droit de visite. Ce faisant, l'institution judiciaire «soumet les individus à des logiques qu'elle ne dit pas».

Cette tendance est particulièrement nette dans les «divorces très difficiles». Contraint de trancher, le juge fait appel à des experts, chargés de le conseiller sur les mesures à prendre pour le bien de l'enfant. A une stratégie «décisionnelle» qui, par le biais d'une enquête sociale lourde et terriblement intrusive, vise à évaluer les compétences parentales du père et de la mère, les experts préfèrent peu à peu une stratégie «régulatrice», qui convient mieux à la formation psychologique qu'un nombre toujours plus grand d'entre eux ont reçue. On s'efforce désormais non plus d'évaluer la qualification de chaque partie à exercer son rôle parental mais de pacifier le conflit qui déchire le

couple pour en arriver à une solution *acceptable* pour tous et qui garantit l'avenir. En demandant aux parents de s'amender pour le bien de leur enfant, l'expert devient moralisateur et paternaliste. Mais il est, bien sûr, impossible de transformer des mariages souvent marqués par l'alcoolisme, la violence, la misère, voire la maladie mentale, en divorces «réussis» par le biais d'une simple expertise, même lorsque celle-ci revêt la forme d'une conciliation. Faute de «bonne» solution, l'expert ne peut que proposer le maintien du *statu quo* (soit la confirmation de la garde provisoire ordonnée par le juge lors de l'audience de conciliation), assorti éventuellement d'une recommandation d'aide psychologique.

L'arrivée en France de cet autre complexe de «bonnes intentions» qu'est la *médiation conjugale* importée du monde anglo-saxon apparaît dès lors comme la panacée. Mais elle constitue un pas très important en direction de la tutélarisation des divorçants en se faisant de plus en plus directive, ou thérapeutique. D'abord extérieure à la procédure judiciaire, elle s'intègre en outre peu à peu au cœur même de celle-ci. En imposant aux divorcés une autorité parentale *conjointe*, la loi de janvier 1993 ne peut d'ailleurs qu'inciter les juges à y renvoyer les parties qui n'arrivent pas à se mettre d'accord. Cette consécration d'un «droit du modèle», celui de la famille indissoluble, dévalorise le divorce, impossible désormais pour des parents d'enfants mineurs, obligés, en dépit de la fin de leur vie de couple, de continuer à élever leurs enfants en commun. En dictant aux parties son choix, cette loi prescriptive désavoue les conflits réels et indépassables. Parallèlement, l'institution judiciaire, en soumettant de plus en plus souvent les divorçants à des médiations camouflées en expertises, voire à des conciliations de type thérapeutique, nie l'idéal même de la justice en démocratie, soit le droit de chacun à être soumis à des règles identifiables et prévisibles qui lui accordent son dû et le protègent des plus forts que lui (que la médiation, mais aussi

le divorce par consentement mutuel, privilégient généralement de fait). Ce ne sont pas les «nouveaux droits» de l'enfant, qu'Irène Théry soumet à un examen extrêmement sévère et tonifiant, qui permettront d'avancer dans cette voie...

Ce résumé trop rapide ne rend qu'imparfaitement justice à la richesse de cet ouvrage, richesse qui le rend d'ailleurs parfois un peu touffu. L'auteur aurait gagné à alléger son texte d'un certain nombre de redites (prolégomènes répétitifs en particulier) et de passages non essentiels pour son argumentation (la présentation notamment de la méthodologie de ses propres recherches aurait pu être rejetée en annexe).

A un autre niveau, on peut regretter que davantage de propositions concrètes – qui auraient pu, par exemple, faire appel à des comparaisons internationales, très rares – ne soient pas présentées au lecteur non spécialiste pour alimenter sa réflexion sur les alternatives possibles face à cette dérive anti-démocratique. Il est vrai que la démonstration de celle-ci est déjà un petit événement dans le climat d'«endormissement des citoyens dans la vie moyenne» (pour reprendre les termes d'Irène Théry, qui se réclame de Tocqueville) caractéristique de la France d'aujourd'hui (mais aussi de nombreux autres pays...).

Josette Coenen-Huther
Université de Genève

Max Weber, *Wissenschaft als Beruf, Politik als Beruf*, herausgegeben von Wolfgang J. Mommsen und Wolfgang Schluchter in Zusammenarbeit mit Birgitt Morgenbrod, Max Weber Gesamtausgabe, Abteilung I, Band 17, J.C.B. Mohr (Paul Siebeck), Tübingen 1992, 296 Seiten, Ln. DM 155.—

Als ich die Ankündigung las, die beiden berühmten Aufsätze Webers würden nunmehr zusammen in einem Band innerhalb der Gesamtausgabe erscheinen, erschien mir dies zunächst als ein gelungener Verkaufs-

schachzug des Verlegers, aber nicht als mehr. Dies Urteil will ich nunmehr, da ich den Band sorgfältig durchgearbeitet habe, gerne revidieren. Gewiß, es war mir klar gewesen, daß die beiden Vorträge, die Weber vor allem vor einem studentischen Publikum, nämlich Mitgliedern der Freistudentischen Bewegung, in München vortragen hatte, im gleichen Jahr 1919 und also noch vor seinem Tode publiziert worden waren, aber ich war so sehr an die Editionen von Webers Schriften durch Marianne Weber gewöhnt, daß ich außer diesem scheinbar oberflächlichen Zusammenhang keine weiteren Querverbindungen sah, denn der erste Aufsatz wurde immer im Zusammenhang mit Webers methodologischen Schriften rezipiert, denn Marianne hatte ihn innerhalb der Gesammelten Aufsätze zur Wissenschaftslehre publiziert, während der zweite Aufsatz seit Mariannes Publikation von Max Webers Gesammelten Politischen Schriften immer innerhalb dieses Themenkreises rezipiert wurde. Beide Bereiche kreuzten sich selbst im Bewußtsein von Weberkennern kaum. Nunmehr zeigt sich aber, daß die Gesamtausgabe nurmehr das wieder zusammengefügt hat, was nur künstlich durch Marianne auseinandergerissen worden war.

Dabei spielt noch eine Ironie der Überlieferungsgeschichte mit: Einige bedeutende Zuhörer dieser Vorträge – so der Organisator der Reihe, innerhalb deren die Vorträge abgehalten wurden, Birnbaum, der Philosoph Karl Löwith und Webers Neffe Eduard Baumgarten – erinnerten sich, daß Max Weber diese Vorträge in rascher Folge innerhalb des Wintersemesters 1918/19 gehalten habe. Nun stellt sich durch die Recherchen der Herausgeber dieses Bandes heraus, daß Weber den Vortrag „Wissenschaft als Beruf“ am 7. November 1917, den Vortrag „Politik als Beruf“ am 28. Januar 1919 hielt, die beiden Vorträge also mehr als ein Jahr auseinanderlagen. Allerdings hat sich auch ergeben, daß Weber die beiden Stenogramme der Vorträge in ganz kurzem zeitlichen Abstand voneinander redigierte, nämlich im Februar und März

1919, wobei er wahrscheinlich das ältere Stenogramm weniger bearbeitete, denn der gedruckte Text von „Wissenschaft als Beruf“ ist wesentlich kürzer und entspricht eher der Länge eines mündlichen Vortrages, während der gedruckte Text von „Politik als Beruf“ wesentlich über die Länge eines Vortrages hinausgeht. Wahrscheinlich hatte Weber den alten Vortrag innerlich schon „abgehakt“ und gab sich mit wenigen Korrekturen zufrieden, während er den zweiten Vortrag noch frisch im Gedächtnis hatte und den Gedankengang noch verbessern wollte, zumal er vor diesem Vortrag selber glaubte, er würde „schlecht“ werden (so in einem Brief an Else Jaffe vom 19.1.1919). Tatsächlich erinnerte sich Löwith, der vom ersten Vortrag tief ergriffen gewesen sein muß –: „alles war unmittelbar aus dem Innern hervorgeholt“ –, daß der zweite Vortrag „nicht mehr denselben hinreißenden Schwung“ gehabt habe (zitiert auf S. 15) und interessanterweise schreibt Ricarda Huch, die bei diesem zweiten Vortrag Weber zum ersten und letzten Male gehört hatte, sie habe das Gefühl gehabt „als sei er ein Schauspieler“ und erklärt es so: „Ich denke mir, es kommt daher, daß der Quell der Instinkte in seinem Innern nicht ströme...“ (zitiert auf S. 123). Angesichts des uns vorliegenden Drucktextes ist dies kaum nachvollziehbar, denn er gehört zur besten Prosa, die wir von Max Webers Feder kennen und ist auch deswegen bei Politikern aller Richtungen bis in unsere Zeit wirksam gewesen, so auch bei Helmut Kohl, der sich seines Augenmaßes rühmt und damit wohl sein Sitzfleisch meint.

Außer den editorischen Vorberichten zu den beiden Vorträgen, denen ich die meisten Informationen der voranstehenden Absätze verdanke, bietet diese Ausgabe aber noch ein Stichwortmanuskript, das Weber für den mündlichen Vortrag von „Politik als Beruf“ als Vorlage gedient hat und in dieser Edition sowohl abgeliichtet und transkribiert, als auch als Marginalien an die Seite des gedruckten Textes gestellt ist. Dieses Verfahren gibt einen guten Einblick in die Art und Weise,

wie Weber seine Notizen im mündlichen Vortrag benutzte und dann zu druckfertigen Texten umarbeitete. Um dies zu verdeutlichen, erlaube ich mir die Diskussion der zentralen philosophischen Stelle in *Politik als Beruf*, wo Weber die berühmten eng zusammenhängenden drei Qualitäten des Politikers: Leidenschaft – Verantwortungsgefühl – Augenmaß – aufzählt (in dieser Reihenfolge!, S. 227) Hier entsteht nämlich ein Rätsel: kurz nach dieser Stelle fragt Weber nämlich, „wie heiße Leidenschaft und kühles Augenmaß miteinander in derselben Seele zusammengezwungen werden können?“ (S. 228), wobei er nun zwei der drei Qualitäten als konträre Gegensätze konstruiert und die verbindende dritte Qualität ausläßt, und am Schluß charakterisiert er die Politik – erneut unter Auslassung des Verantwortungsgefühls – als „ein starkes langsames Bohren von harten Brettern mit Leidenschaft und Augenmaß zugleich“ (S. 251/252).

Wie mag dieser Widerspruch zustande gekommen sein? Durch den Abdruck des Vortragsentwurfes wird dies Rätsel vielleicht lösbar, denn dort steht an der fraglichen Stelle:

„Politik bedarf:

~~echte~~ [ausgestrichen! M.S.] Augenmaß
= Distanz zu den Dingen
Gewachsenheit den Realitäten (nicht aus der Bahn!)

Echte *Leidenschaft* – nicht sterile Aufgeregtheit.“

(S. 153, die entsprechenden Randmarginalien der Herausgeber im Text, S. 227, stellt diese Stichpunkte um!).

Der psychologische und redaktionelle Hergang war wahrscheinlich folgender: zunächst entwirft Weber bei der Stichwortsammlung den Politiker als einen Menschen, der zwei gegensätzliche Qualitäten vereinen muß: echte Leidenschaft und Augenmaß. Beim Niederschreiben fängt er auch so an (echte!), streicht aber das erste Wort aus und dreht die beiden Qualitäten um: Augenmaß, beziehungsweise *Gewachsenheit* den Dingen und echte *Leidenschaft*. Die

ganze Stelle steht kurz vor Ende des Stichwortmanuskriptes und sollte wohl als kompakte Zusammenfassung des Vortrages dienen. Als er den Vortrag hält oder ihn zum Druck umarbeitet, dreht er die beiden Qualitäten erneut um – verwirklicht also den ursprünglichen Plan – und ersetzt die *Gewachsenheit* den Dingen gegenüber durch das *Verantwortungsgefühl*, führt diese aber als eine neue und dritte Qualität ein, mit der er eine Verbindung zwischen Leidenschaft und Augenmaß herstellt, die auch eine Brücke zu seinem zweiten Gegensatzpaar: Gesinnungsethik und Verantwortungsethik, schlägt, und er entwickelt eine logische Implikation statt eines Kontrastes: Echte Leidenschaft impliziert sachliches Verantwortungsgefühl und dieses impliziert Augenmaß (S. 227). Die ganze Ausführung wird dann weit nach vorne gerückt und so aus einer Zusammenfassung zum zentralen Anfang der ethischen Betrachtungen. Weber läßt hinfort die „Gewachsenheit den Realitäten“ als Umschreibung des Augenmaßes aus, er hat sie ja durch das Verantwortungsgefühl ersetzt und abgespalten. Sie taucht erst wieder ganz am Schluß des Vortrages auf, wo er seinen gesinnungsethischen Zuhörern vorwirft, daß sie ihrem Tun und der Welt nicht gewachsen sein werden (S. 251). Wahrscheinlich ist dieser ganze gedankliche und redaktionelle Vorgang erst bei der Drucklegung erfolgt, denn im Text nach dieser Stelle fällt Weber auf die Gegensätzlichkeit von Leidenschaft und Augenmaß zurück und schlachtet sie rhetorisch, wie oben schon bemerkt, bis zum Schluß aus. Das deutet darauf hin, daß er im mündlichen Vortrag bei der konträren Dichotomie geblieben ist und bei Drucklegung den Text nicht durchgängig auf den versöhnlichen späteren Dreiklang hin durchkorrigiert hat.

Schließlich ist noch der editorische Apparat zu loben und vor allem die peinlich-genaue Anmerkungen, die den Texten Webers beigegeben werden und sowohl Webers Anspielungen auflösen als auch die politischen und zeitbedingten Querbezüge

herstellen. Diese ausgezeichnete Leistung weisen die Herausgeber im Vorwort Birgitt Morgenbrod zu, die auf Vorarbeiten von Franz Bonfig aufgebaut hatte.

Mein größtes Lob gilt allerdings der vorzüglichen Einleitung von Wolfgang Schluchter. Sie ist ein Meisterwerk *en miniature*, denn sie macht in verschiedenen Abschnitten die biographischen Hintergründe der Vorträge deutlich und analysiert auch die Inhalte in oft glänzender Weise. Zwei seiner Einsichten, die er dem Leser *en passant* mitteilt, seien hier zitiert. Über den ersten Vortrag, in dem Weber die westliche Zivilisation gegen die „deutsche Seele“ und deren „Erlebnishunger“ verteidigt, schreibt er in einer Anmerkung, Thomas Mann habe wenig später in seinen „Betrachtungen eines Unpolitischen“ dieser Entgegensetzung klassischen Ausdruck gegeben und er fährt fort: „Thomas Mann meint mit seinem Angriff auf die Zivilisationsliteraten auch seinen Bruder Heinrich, Weber mit seinem Angriff auf die „Erlebnisliteraten“ auch seinen Bruder Alfred“ (S. 14, Anmerkung 50). Diese Bemerkung könnte zu einer ganzen Abhandlung ausgedehnt werden! Und zum zweiten Vortrag Webers schreibt Schluchter: „Das Begriffspaar, das im Zusammenhang mit Politik bei ihm [Weber] vor allem auftaucht, heißt nicht nützlich-schädlich, auch nicht wahr-falsch oder schön-häßlich, ja nicht einmal gut-böse, sondern ehrenhaft-schändlich“ (S. 9). Das trifft genau den Punkt und weist darauf hin, daß Webers Bild von der Politik letztlich doch nicht modern war, sondern in die Nähe antiker Autoren gerückt werden muß.

Dem Leser drängt es sich natürlich auf, Vergleiche zwischen den beiden berühmten Aufsätzen anzustellen, die über deren unterschiedliche mündliche Darbietung hinausgehen. Da fällt zunächst auf, daß beide Aufsätze jeweils in einen strukturell-soziologischen und einen philosophischen Teil zerfallen. Im ersten Aufsatz beschäftigt sich der soziologische Teil mit der typischen Karriereaussicht eines deutschen Privatdo-

zenten, also dessen „äußeren“ Beruf. Webers Ansicht, die Universitätskarriere des begabten Wissenschaftlers sei „wilder Hazard“, trifft nach wie vor zu, und seine These, daß wissenschaftliche Institute mehr und mehr zu „kapitalistischen und zugleich bürokratisierten Betrieben“ werden (S. 74), hat sich ebenfalls bestätigt. Vielleicht liegt es gerade daran, daß „Jahr um Jahr Mittelmäßigkeit nach Mittelmäßigkeit“ über junge Gelehrte hinaussteigen? Im zweiten Aufsatz untersucht Weber ebenfalls zunächst den „äußeren“ Beruf des Politikers und kommt hier zu einem ganz ähnlichen Ergebnis, nämlich dem, daß der Demagoge, der „seit der Demokratie der Typus des führenden Politikers im Okzident“ ist (S. 191) und heute im politischen Publizisten fortlebt, mehr und mehr vor allem in Deutschland durch den modernen Fachbeamten in Staat und Partei ersetzt wird, so daß wiederum – wie beim echten Gelehrten – „kein Mensch, der Führungsqualität hatte“, in die Parlamente ging oder geht (S. 218). Gegen diese Tendenz zum Fachbeamtentum setzt er allerdings auch die Tendenz, Parteien als disziplinierte „Wahlmaschinen“ für „Führer“ zu konzipieren. Und dann kommt er zu der berühmten Diagnose: „Aber es gibt nur die Wahl: Führerdemokratie mit „Maschine“ oder führerlose Demokratie, das heißt: die Herrschaft der „Berufspolitiker“ ohne Beruf, ohne die inneren, charismatischen Qualitäten, die eben zum Führer machen“ (S. 224). Die erste Alternative hat Europa im Zeitalter des Faschismus erlebt, die zweite Alternative rollt zur Zeit vor unser aller Augen ab.

Was nun die philosophischen Erörterungen angeht, so steht die Sinnfrage im Mittelpunkt des ersten und die Machtfrage im Mittelpunkt des zweiten Vortrages. Pointiert formuliert ist das Ergebnis, daß der Wissenschaftler den Sinn nicht geben kann, den der Politiker braucht, um mit seinem spezifischen Mittel, der Macht und Gewalt, verantwortlich umgehen zu können. Webers Argument dafür, daß die Wissenschaft sinnlos ist, läuft im ersten

Vortrag so ab: Das einzelne Leben und die Wissenschaft der Moderne zeichnen sich durch das Eingebettetsein in einen unendlichen Fortschritt aus. Unendlicher Fortschritt ist aber eine sinnlose Kette von Ereignissen. Das einzelne Leben und die Wissenschaften sind nur Glieder dieser sinnlosen Kette. Das Glied einer sinnlosen Kette ist selbst sinnlos. Daher sind das moderne Einzelleben (und sein Tod) und die Wissenschaften, denen wir paradoxerweise den Fortschrittsgedanken verdanken, ebenfalls sinnlose Erscheinungen. Außerdem ist aber die Wissenschaft auch deswegen sinnlos, weil sie uns den Sinn des Lebens nicht geben kann.

Und Webers Argument dafür, daß die Politik gerade den Sinn des Lebens braucht, wird im zweiten Vortrag folgendermaßen begründet: der Politiker braucht die „leidenschaftliche Hingabe an eine „Sache“, damit er die Macht nicht um ihrer selbst willen genießt, sondern als Mittel für die Realisierung eines Wertes und damit zur Durchsetzung von politischen Zielen gebraucht. Diese Sachlichkeit der Macht besteht aber darin, daß sie auf einen Sinn gerichtet ist, der vom Politiker geglaubt werden muß. Nur durch einen solchen Sinnbezug kann der Politiker das Verantwortungsgefühl entwickeln, das der Verantwortungsethik entspricht, die ihm durch den Gebrauch der Macht aufgezwungen wird: nämlich auf die Folgen und Nebenfolgen seines Tuns zu achten.

Doch wer gibt dem Politiker den Sinn, den er braucht? „Wer beantwortet, da es die Wissenschaft nicht tut, die Frage: was sollen wir denn tun? und: wie sollen wir unser Leben einrichten?“ (S. 105) Kaum gefragt, gibt Weber die eindeutige Antwort: „nur ein Prophet oder ein Heiland“ (a.a.O.). Und damit wird die eigentliche Verbindung zwischen den beiden Vorträgen umrissen, die Weber in seinen religionssoziologischen Studien thematisiert: die ethische Rationalisierung der Welt. Im ersten Vortrag wird dieses Thema im Rahmen der Wissenschaft abgehandelt, nämlich als die notwendige Voraussetzung jeglicher Theologie, „die

Welt müsse einen *Sinn* haben“ (S. 106), im zweiten Vortrag kommt dieselbe Thematik als Handlungsmaxime ins Spiel, nämlich als die Gesinnungsethik, die nicht auf die Folgen des Handelns schaut und so zwar der Verantwortungsethik des Politikers entgegensteht, ihr aber andererseits den inhaltlichen Sinn verleiht und so des Politikers Leidenschaft erst sachlich begründet. Daher hätten die Organisatoren des Freistudentischen Bundes Weber leicht noch einen dritten und vielleicht den entscheidenden Vortrag abnötigen können: Religion als Beruf!

In der Einleitung wird dieser Zusammenhang zwischen Religion, Wissenschaft und Politik von Schluchter durch eine glänzende Kurzanalyse des Weberschen Begriffes der Persönlichkeit ergänzt und vertieft. Schluchter erläutert diesen Begriff als Schnittpunkt dreier wesentlicher Perspektiven Webers und erhellt ihn damit schlagartig: „Diesem Persönlichkeitsbegriff korrespondiert am ehesten ein asketischer humanistischer Individualismus: asketisch, weil methodisches *Handeln* im Dienst einer überpersönlichen Sache verlangt wird, humanistisch, weil diese Sache die konstante Bindung an letzte *Werte* voraussetzt, individualistisch, weil diese konstante Bindung durch eine Kette letzter Entscheidungen selbst *gewählt* werden muß.“ (S. 42) Besser kann man meiner Ansicht nach das in beiden Vorträgen wirksame Credo Webers nicht zusammenfassen!

*Michael Sukale,
Universität Oldenburg*

Michelle Durand (Ed.), *Politiques économiques et sociales en Europe*, Editions l'Harmattan, Paris 1992, 294 Seiten.

Dieses von Michelle Durand herausgegebene Buch ist eine Art „Baustellenbericht“ über die Abriß-, Umbau- und Aufbauarbeiten des „europäischen Hauses“. Der Begriff „Baustelle“ fällt öfters, denn in diesem Sam-

melband werden sowohl der Umbruch der sozialen und politischen Situation Europas als auch der Umbruch in den Sozialwissenschaften thematisiert, die mit dieser Situation konfrontiert sind. Der Titel „Wirtschafts- und Sozialpolitiken in Europa“ ist dabei sicherlich etwas irreführend, denn es handelt sich beileibe nicht um eine Status-Quo-Beschreibung oder um die Bilanz und Perspektiven des „europäischen Einigungsprozesses“. Vielmehr geht das Buch von diesem politisch-volontaristisch initiierten Einigungsprozeß aus, der (bekanntlich) bei weitem nicht abgeschlossen ist. Diese politischen Initiativen haben neue Eckpunkte für die „Wirtschaft und Gesellschaft“ gesetzt und setzen immer noch neue Eckpunkte. Deshalb muß sich die Analyse der gesellschaftlichen Reproduktion dieser Situation des Bruchs mit der nationalstaatlich verfaßten Gesellschaftlichkeit und der Möglichkeit (die für die meisten Autoren des Buches an Sicherheit grenzt) der Entstehung eines staatlich geeinten Europas, also der Europäischen Gemeinschaft, auseinandersetzen. Dies ist der historisch kontingente Rahmen der verschiedenen Beiträge.

Diese Beiträge sind im Zusammenhang eines Forschungsseminars entstanden, das dem Buch auch eine besondere Form gegeben hat: Den einzelnen Artikeln folgen eine Reihe von Diskussionsbeiträgen.

Den Ausgangspunkt bildet eine Reflexion über den Staat in der Wirtschaftspolitik (von Robert Delorme), die von der Staatsbestimmung im Rahmen der „Ecole de la Régulation“ und deren Fordismusverständnis ausgeht und die historischen Bedingungen und Beschränktheiten dieses Staates aufzeigt. Ohne daß er vollkommen verschwunden wäre, ist dieser Staat und seine Wirtschaftspolitik nicht mehr der aktuellen Situation in Europa angemessen: eine Baustelle tut sich auf, und Delorme legt einige neue Konstruktionsideen vor, ganz in der Tradition der Regulationisten.

In einer ähnlichen Orientierung des Bruchs mit der nationalstaatlichen Verfaßtheit thematisiert Hughes Bertrand die nationalen Spezifika der Arbeitssysteme in

Europa, und Jacques Rojot geht auf die gemeinsamen Perspektiven der Flexibilisierungspolitik in Europa ein, vor dem Hintergrund der Erfahrungen und Entwicklungslinien einzelner Unternehmen. Die komparative Bilanz der Gewerkschaften in Europa, d.h. die allgegenwärtige, aber sehr formverschiedene Gewerkschaftskrise wird von Guy Caire skizziert, und Janine Goetschy befaßt sich mit den Ansätzen einer neuen institutionalisierten Interessensvertretung auf europäischer Ebene. Die beiden Beiträge zur Immigration und der (Anti)Immigrationspolitik von Maryse Tripier/Véronique de Rudder und Alberto Cordeiro betonen im ersten Fall die Prinzipien der Nationalität und im zweiten Fall die Wahrnehmung der Immigranten als die Wahrnehmung des „Anderen“ v. a. auf linguistischer Ebene. Die Analyse, der Wandel und die Perspektiven oder das Ende des Wohlfahrtsstaates sind das Thema von François-Xavier Merrien. Das Buch schließt mit zwei Beiträgen zum Wandel in Osteuropa und in den ehemaligen „sozialistischen Planwirtschaften“ im allgemeinen (Xavier Richet und Claude Durand).

Schon diese kurze Skizze zeigt die große Unterschiedlichkeit der Themen, der Herangehensweisen und Methoden der Autoren an: von ersten energischen Schritten der Theoretisierung bis hin zu „Berichten zur Lage“ finden wir alle denkbaren Varianten.

Doch ist der Zugriff zum jeweiligen Thema beileibe nicht willkürlich. Die oben genannte Fragestellung, die den staatspolitischen Aspekt in den Mittelpunkt stellt und die Michelle Durand in ihrem Vorwort noch einmal explizit ausführt, stellt den Konvergenzpunkt der Betrachtungen dar, die sich in aller Regel auf langjährige Forschungsarbeiten stützen, was sich in dem Buch angenehm bemerkbar macht.

Entsprechend der Seminarsituation, aus der diese Publikation hervorgegangen ist und die durch die Form der Textmontage beibehalten wurde, sind die Themen Schlaglichter, mit denen einzelne, zentrale Bereiche der „Wirtschafts- und Sozialpolitik in Europa“ ausgeleuchtet werden. Jeder Leser

wird noch andere Themen behandelt sehen wollen. Mir selbst hätte eine explizite Auseinandersetzung mit der nationalen Identität gefallen. Doch der Zweck der hier in Form eines Buches vorliegenden Operation war wohl nicht, ein Nachschlagewerk oder ein Lehrbuch (d.h. bei solchen Themen in der Regel ein Leerbuch) zu schreiben, sondern eine Art „Zwischenbericht“ abzugeben, eben einen „Baustellenbericht“. Deshalb ist das Buch in gewisser Weise fragmentarisch, aber es ist dies in offener Weise. Denn allein schon die abgedruckten Diskussionsbeiträge, die mal komplementär, mal kritisch, mal affirmativ, mal geradezu zurückweisend sich auf die zur Debatte stehende Position beziehen, zeigen an, daß es sich um Entwürfe handelt und nicht um den Versuch, kanonische Weisheiten zu formulieren. Dabei sind die Beiträge voller Informationen, die auch (und vielleicht besonders) diejenigen interessieren dürften, die mit den jeweiligen Themen und der zutiefst französischen Debatte nicht vollständig vertraut sind. Die gute bibliographische Aufarbeitung der Texte bietet einen einfachen Ansatzpunkt, um sich in dieses oder jenes Thema tiefer einzuarbeiten.

Sicherlich sind die einzelnen Beiträge von unterschiedlicher Qualität, teils gewollt teils ungewollt, doch dies genau nachzuzeichnen und zu kritisieren, wäre die Aufgabe einer Detailkritik. Dadurch unterscheidet sich dieses Buch nicht von ähnlichen Unternehmungen. Allerdings muß hervorgehoben werden, daß der Leser durch die vorgetragenen Positionen und die Art ihrer Publikation dazu angeregt, ja geradezu aufgefordert wird, zu widersprechen oder zu unterstützen, zu relativieren oder zu ergänzen... kurzum: weiterzudenken. Indifferenz wird kaum einer der Artikel hervorrufen. Und dadurch unterscheidet sich dieser Band sehr wohlwollend von der Unzahl anderer Kolloquiums- und Kongreßbände.

Die Argumentationen bewegen sich nur selten im akademischen Rahmen der etablierten Soziologie. Schon der Titel des Buchs deutet dies an. Und in der Tat finden wir hier (fast) nur bekannte Grenzgänger zwi-

schen der Soziologie, der Ökonomie, der Politikwissenschaften, der Rechtswissenschaften etc. wieder.

Diese eigentlich erfreuliche Heterodoxie verweist uns auf zwei Blindstellen des Buches (oder handelt es sich etwa um zwei „Themen zum Weiterdenken“?): Zunächst wird diese disziplinübergreifende Methode, eine bekanntlich theoretisch brisante Angelegenheit, die hier und da im Buch benannt wird, nirgendwo explizit entwickelt. Welches sind nun eigentlich die Theorien, die uns den analytischen Zugriff auf die europäischen Gesellschaften ermöglichen? Dies wird eine umso bedeutendere Frage, als sich die nationalstaatliche Verfaßtheit dieser Gesellschaften (zumindest nach dem allgemeinen Konsens dieses Buches) in einer Umbruchsituation befindet, und die Europäische Gemeinschaft einen möglichen, für viele der Autoren sogar wahrscheinlichen oder gar sicheren neuen Rahmen darstellt.

Darüber hinaus teilen wir zwar durchaus die Analyse, wonach es sich bei diesem „Europa“, das hier thematisiert wird, um die Europäische Gemeinschaft in Wechselbeziehung zur ihrer Peripherie handelt, und wonach dieses Europa zwischen den Eckpunkt der politische Konstruktion der EG einerseits und des Zusammenbruchs des national sehr vielgestaltigen Stalinismus (wie von C. Durand und X. Richot in dem Band dargestellt wird) anzusiedeln ist. Doch entspricht dieses sich abzeichnende Europa überhaupt noch der soziologische Begrifflichkeit der „Gesellschaft“? Diese Frage hätte im Rahmen eines solchen Buchs sicherlich eine eingehendere Behandlung verdient.

Doch es ist vor allem die Vielfältigkeit der in diesem Band zusammengetragenen Artikel, die alle, ohne eine gezwungene Stromlinienförmigkeit zu suchen, solide argumentiert und gut bibliographiert sind, die dieses Buch auszeichnen und die den Leser zur intellektuellen Auseinandersetzung aufrufen.

*Jan Spurk,
Université d'Orléans Groupe de
Sociologie du Travail (Paris VII/CNRS)*

Gerhard Naegele und Hans Peter Tews (Hrsg.), *Lebenslagen im Strukturwandel des Alters*, Westdeutscher Verlag, Opladen, 1993, 406 S.

La gérontologie est en plein essor. Non seulement le nombre des études empiriques augmente, mais les discussions conceptuelles et théoriques se développent toujours plus. En fait, la gérontologie se trouve actuellement face à un changement de paradigme. Ceci est certainement dû au fait que le vieillissement est lui-même sous-tendu par un rapide changement des structures sociales. Par conséquent, les concepts utilisés jusqu'ici deviennent obsolètes et le besoin d'approches plus différenciées se fait sentir. D'un point de vue sociologique, la relation existant entre la situation de vie et les inégalités sociales au cours de la vieillesse est d'un intérêt particulier. Ce livre fait explicitement contreponds au courant de recherche psychologique dominant jusqu'ici en gérontologie. Il constitue un apport important au discours sociologique sur le vieillissement et devrait renforcer la position de la sociologie à l'intérieur de la recherche gérontologique. L'ouvrage est particulièrement précieux pour quiconque veut se familiariser avec les approches et concepts allemands actuels de l'analyse de l'inégalité sociale dans la vieillesse.

Le point de départ de l'ouvrage est un texte de Hans Tews datant de 1990 qui, sous une forme actualisée, introduit l'ensemble. La transformation structurelle fondamentale de la vieillesse – à laquelle les autres auteurs se réfèrent aussi – est résumée par Tews à l'aide de cinq mots-clés : rajeunissement, déprofessionalisation, féminisation, singularisation et apparition du «quatrième âge». Ces transformations structurelles sont notamment traitées dans les contributions de Margret Dieck, Gerhard Naegle, Wolfgang Clemens, Anton Ammann, qui prennent en compte leur relation à l'inégalité sociale (à travers laquelle la transformation structurelle de la vieillesse gagne en acuité et profondeur sociologique). La superficialité de certaines approches de

la psychologie (comme le modèle de la compétence et le modèle du «coping»), qui font abstraction des inégalités (et des injustices) sociales anciennes et nouvelles, est clairement surmontée par cet ouvrage.

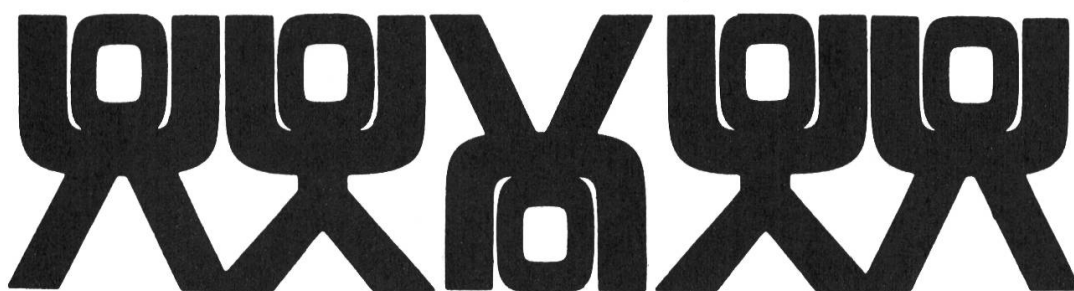
Les problématiques et les thèmes de discussion, qui sont traités de façon théorique et conceptuelle dans la première partie, sont abordés de façon approfondie et spécifiés par domaine dans la deuxième partie. Gerhard Bäcker et Gerhard Naegele analysent la tendance à la «déprofessionalisation» de la population âgée et discutent les stratégies possibles pour y faire face. Précisons ici que cette tendance, qui se traduit notamment par l'augmentation du nombre de retraites anticipées, est bien plus marquée en Allemagne (et dans la plupart des autres pays de l'Europe occidentale) qu'en Suisse. Nombre de questions abordées dans le livre ne font leur apparition qu'aujourd'hui dans une Suisse qui n'y est absolument pas préparée. Elisabeth Beck-Gernsheim examine les chances et les conflits que ce changement structurel implique pour les familles. Dans les conditions familiales actuelles, les femmes sont de plus en plus contraintes à «être présentes pour la personne âgée». De façon générale, les transformations structurelles de la vieillesse (en particulier la constitution d'un «quatrième âge» ou «grand âge» et la «singularisation») touchent en premier lieu les femmes. Les effets du vieillissement pour ces dernières sont discutés par Gertrud Backes, dont la contribution n'apporte, il est vrai, pas d'éléments essentiellement nouveaux par rapport à ses écrits antérieurs. Le «grand âge» et la question des soins, la vieillesse et le système de pension, ou encore le changement structurel de la vieillesse et la formation continue pour les personnes âgées, sont des thèmes abordés dans d'autres chapitres qui, bien qu'écrits en un style clair, ne contiennent pas beaucoup de nouveautés. Par contre, Vjenka

Garms-Homolova et Werner Korte apportent des données sur le vieillissement en milieu urbain et rural qui me paraissent nouvelles. Leur analyse indique, pour l'Allemagne, une plus grande ressemblance des milieux et rend l'approche romantique de la personne âgée en milieu rural inadéquate.

La troisième partie est également originale. Elle se compose de quatre articles traitant, d'une part, des transformations de la vieillesse en Allemagne de l'Est et, d'autre part, de la comparaison de la situation entre Allemagne de l'Ouest et de l'Est. On y présente des matériaux de recherche non publiés jusqu'ici ou peu connus. Hans Peter Tews en fait un bilan : «les personnes âgées en Allemagne de l'Est, comparées à leurs homologues de l'Ouest, sont et restent plus traditionnelles. Elles se considèrent comme plus jeunes que leurs contemporains d'Allemagne de l'Ouest, mais sont 'structurellement' plus âgées qu'eux» (p. 324).

Même si des faits et des processus déjà connus occupent une large place dans certaines parties de l'ouvrage, celui-ci mérite une lecture approfondie. La première partie, surtout, comprend des éléments théoriques importants, voire centraux en sociologie. Ils relient les transformations structurelles de la vieillesse, le concept de «situation de vie» et des données sur l'inégalité sociale. De ce point de vue, l'ouvrage constitue une étape essentielle pour la sociologie du vieillissement. En tant qu'introduction à la thématique, il n'est en revanche que partiellement utilisable pour des étudiants, car la compréhension de plusieurs chapitres présuppose un savoir théorique de base.

*François Höpflinger, Soziologisches
Institut der Universität Zürich
(Traduction par Astrid Stückelberger,
Centre Interfacultaire de
Gérontologie, Genève)*



UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN

Depuis plus de 20 ans, professeurs, chercheurs, assistants de l'U.C.L. et d'universités étrangères font dans *Recherches Sociologiques* l'analyse des orientations nouvelles de la société et de la sociologie.

Parmi les numéros à thème :

- 1992/3 Règles, groupes et individus en société
- 1992/2 Louis Dumont
- 1992/1 Sociologie de la littérature
- 1991/3 Actualité de Durkheim
- 1991/1-2 Phénoménologie des problèmes sociaux
- 1990/3 Vers un nouveau modèle de communication ?
- 1990/2 Acteurs et stratégies dans le champ de la formation
- 1990/1 De l'utopie
- 1989/3 Sociologie rurale, sociologie du rural ?
- 1989/2 Sociologie de l'expérience esthétique
- 1988/2-3 Sociologie de l'art
- 1988/1 Sociologie politique: des pouvoirs au pouvoir
- 1987/3 La méthodologie en sociologie
- 1987/2 Les religions populaires
- 1987/1 De la recherche locale à la décision politique
- 1986/3 Les formes de la socialisation scolaire
- 1986/1 Sociologie de la vie quotidienne
- 1985/3 La Belgique et ses dieux
- 1985/2 Les méthodes en sociologie
- 1984/2-3 Identité ethnique et culturelle
- 1984/1 Sociologie de l'éducation

.....

Le numéro 500 frs b., double 900 frs b. + port
L'abonnement (3 numéros/an) 1.300 frs b. + port
Collections complètes

Editeur : Recherches Sociologiques
Collège Jacques Leclercq
Place Montesquieu 1/10
1348 Louvain-La-Neuve